



OTOTE COMME EXPRESSION DE LA MODERNITE POLITIQUE AU CONGO

| Elenga Hygin Bellarmin ¹ | Itoua Okemba Jean ² | Fernandes Balou Gabin ² | Moulongo Jean Georges André ^{3*} | and | Ndeko Gertrude ¹ |

¹. Laboratoire de la population et du Développement | Université Marien NGOUABI | Brazzaville | Congo |

². Laboratoire de Didactique des Activités Physiques et Sportives | Université Marien NGOUABI | Brazzaville | Congo |

³. Laboratoire des Biosciences du Sport | Institut Supérieur d'Éducation Physique et Sportive | Université Marien NGOUABI | Brazzaville | Congo |

| Received | 05 July 2018 |

| Accepted | 28 July 2018 |

| ID Article: Elenga-ManuscriptRef.3-ajira060718 |

ABSTRACT

Contexte: Cette étude met en exergue les mutations politiques et sociales qui s'observent dans le champ politique au Congo-Brazzaville depuis la fin de la Conférence Nationale Souveraine avec la recrudescence du religieux dans presque toutes les sphères de la vie. Otote, structure d'initiation et école de socialisation des jeunes garçons en pays Koyo, s'invite davantage dans le champ politique et contribue aux stratégies de luttes et/ou de conservation du pouvoir politique. **Objectif :** notre objective est de montrer comment les structures, autres que celles traditionnelles que sont les partis et associations politiques, qui fonctionnent dans la lutte pour la conquête ou la conservation du pouvoir politique s'invitent dans le jeu politique. Cette innovation dans le champ politique congolais est apparue depuis la fin de la conférence nationale souveraine et, a plus été manifeste depuis le retour au pouvoir dès 1997 du président Denis Sassou Nguesso. **Méthodologie :** Notre démarche s'appuiera donc, fondamentalement, sur l'observation, des entretiens et témoignages auprès de certains acteurs afin de montrer comment cette structure d'éducation traditionnelle, par sa représentation dans la conscience collective, et, le jeu de la violence sorcellaire, sert d'appui aux entrepreneurs politiques pour tenter de conserver ou conquérir le pouvoir politique. **Conclusion :** Cette nouvelle approche est caractéristique des représentations que ces peuples se font dans leur imaginaire de ces institutions dont le substrat identitaire et la violence sorcellaire restent des référents.

Mots clés : Otote, Modernité politique, violence sorcellaire, conscience collective.

1. INTRODUCTION

La fin de la décennie 90 a mis fin, en Afrique, au règne des régimes dictatoriaux. Le discours de la Baule reste le point de chute de cette fin. Il inscrit, par sa clarté et son orientation sans ambages, les Etats Africains sur la dynamique démocratique dont les élections restent et demeurent le principe d'accès au pouvoir. Lorsque je dis démocratie, lorsque je trace un chemin, lorsque je dis que c'est la seule façon de parvenir à un état d'équilibre au moment où apparaît la nécessité d'une plus grande liberté, j'ai naturellement un schéma tout prêt. Système représentatif, élections libres, multipartisme, liberté de la presse, indépendance de la magistrature, refus de la censure : Voilà le schéma dont nous disposons [1]. Ces propos du président français d'alors ont changé le cours de la vie politique en Afrique et, ont ouvert le champ politique à d'autres formes de luttes et de pratiques pour la conquête et la conservation du pouvoir. Ces propos ont été relayés, à l'interne, par la réclamation, presque partout en Afrique, auprès des pouvoirs existants, des tenues des conférences nationales dont le caractère souverain a permis de faire le point, sans crainte, des années de dictature et, balisé la voie pour une nouvelle approche de gouvernance avec, pour fondement, les élections et l'alternance. Elles ont été supervisées, pour la plupart, par « les hommes de l'église », les évêques surtout, qui ont continué leur action politique à la tête des parlements de transition augurant ainsi, l'avènement d'une ère nouvelle : Celle de l'action du religieux dans la politique, pourtant, traditionnellement, loin de son jargon. Mais, cette nouvelle approche, axée, fondamentalement, sur les élections, commande de la part des acteurs politiques, la mise en place des nouvelles stratégies de mobilisation pour conquérir le pouvoir. La violence politique qui a caractérisé l'ancien système avec la logique, pour ce qui est du Congo, du « pouvoir au bout du fusil » va se transformer en une forme de violence sorcellaire pour laquelle les structures traditionnelles comme Otote en sont la représentation. Cette présence remarquable et brutale des structures d'éducation traditionnelle comme Otote dans le champ politique congolais participe de la modernité politique à laquelle les vieilles structures présentes en politique de par leur nature se voient violenter. Cette convocation du religieux, dans le champ politique, est révélatrice des mutations qui le caractérisent et qui montrent l'inefficacité des structures traditionnelles de mobilisation que sont les formations politiques et les associations assimilées.

1.1. Constat

Depuis la fin de la conférence nationale souveraine au Congo, il apparait clairement que le religieux joue un rôle important dans la vie politique [2]. Ceci se constate par la sollicitation déguisée des politiques à l'appui du religieux dans la gestion des questions politiques. Mais aussi, par des séductions du politique au religieux remettant chaque fois le pays lorsqu'il y'a des crises récurrentes, aux mains de Dieu. Seulement, l'appui du religieux chrétien n'est pas très contraignant dans la mesure où ses adeptes, souvent, ne sont pas obligés d'aller voter. Ils ne vivent aucune contrainte psychologique ou mystique face à cet acte. Ils se contentent seulement de prier pour les autorités dont les enseignements leur apprennent qu'elles viennent de Dieu. Mais le religieux achristien comme *otote* commande une obligation psychique d'obéissance au vote dès que les instructions sont données au niveau de la hiérarchie de cette institution. L'imaginaire de cette institution est fait de peur et de pression psychique. La sollicitation, à tout instant des "*kani*" et "*mwene*" à la gouvernance politique fait que ceux-ci se sentent concerner et sont donc obligés de contraindre en usant de la violence mystique, leurs adeptes à s'aligner à leur volonté pour renforcer le pouvoir qui devient, de ce fait un bien commun dont la jouissance est partagée, ne serait-ce que par l'absurde. Lorsqu'il s'est agi de modifier la constitution du 20 mars 2002, le président de la République monsieur Denis Sassou Nguesso a invité à Oyo, les notables et sages de tout le département de la Cuvette, son département d'origine, pour leur faire part de son intention d'aller vers « la Nouvelle République » avec une constitution adaptée aux exigences modernes afin d'amener le pays vers l'émergence. L'ancienne perçue dans cette optique comme inadaptée devenant ainsi par ses prescrits, un frein au développement. Au même moment qu'il entretenait ces notables et sages, ceux du département du Niari, fief de l'ancien Président Pascal Lissouba évincé du pouvoir en octobre 1997, attendaient, eux aussi, pour la même question, d'être reçu.

On peut imaginer que ces rencontres, au regard du protocole observable autour du président de la République, ne peuvent être organisées et phagocytées en temps voulu par ses services aux fins de crédibiliser son approche de la révision constitutionnelle qui, au demeurant ne vise qu'à lever le verrou de la limitation des mandats pour sa survie au pouvoir. Cette approche ne peut avoir un sens réel qu'en intéressant les notables de son propre département qui doivent se sentir partie prenante à la gestion du pouvoir et, donc au pouvoir, et ceux du département de l'ancien président dont, il est logique, que les cadres et intellectuels ont encore du mal à digérer la fin du règne de leur proche, pourtant élu dans les conditions démocratiques et évincé dans les limites du tolérable.

Ce constat nous amène à nous poser la question de savoir pourquoi est-ce qu'*Otote*, qui est le suppôt du pouvoir traditionnel en pays "*Mbosi*" et, cadre d'expression des notabilités traditionnelles, est devenu de plus en plus sollicité par les acteurs du pouvoir politique moderne dans leur quête de pouvoir? Que cachent les stratégies de ces entrepreneurs politiques en faisant, de temps en temps et, à tout instant, recours aux acteurs du pouvoir traditionnel incarné par *Otote* ?.

Notre hypothèse, dans le cadre de cette recherche, part du postulat selon lequel il existe depuis une époque relativement récente, la rupture du contrat de confiance entre les gouvernants et les gouvernés du fait d'une latence des gouvernants à réaliser les actions en faveur de la résolution des questions pertinentes allant dans le cadre de l'amélioration des conditions sociales de la majorité. Les privilèges et avantages inhérents à l'exercice du pouvoir se concentrent entre les mains d'un individu ou d'un groupe. Cette rupture de confiance a pour conséquence le rejet de la politique qui a été désacralisée de sa fonction originelle devenant dans l'univers politique congolais l'art de mentir. Le désespoir des gouvernés leur a permis, puisque ne faisant plus confiance aux politiques, de se tourner vers le religieux source d'espérance et de salut. C'est, dans cette optique que les politiques se tournent vers ces nouveaux foyers de mobilisation qui rassurent de la sincérité des adeptes qui tiennent dans leurs relations avec les traditions et coutumes à pérenniser les fondamentaux de leur identité. L'influence supposée mystique de ces institutions et, leur prise en compte dans la conscience collective comme ayant vocation à primer sur l'existant favorisent la manipulation de celles-ci par les entrepreneurs politiques, aux fins de mobilisation des adeptes, pour les stratégies de conservation et de conquête du pouvoir.

2. METHODOLOGIE

Peu d'auteurs ont abordé la question d'*Otote* dans la logique de cette approche. Notre démarche s'appuiera donc, fondamentalement, sur l'observation, des entretiens et témoignages auprès de certains acteurs afin de montrer comment cette structure d'éducation traditionnelle, par sa représentation dans la conscience collective, et, le jeu de la violence sorcellaire, sert d'appui aux entrepreneurs politiques pour tenter de conserver ou conquérir le pouvoir politique.

Dans la recherche documentaire, nous allons convoquer des auteurs qui ont travaillé sur la question, pour mieux nous fixer sur ses fondements, ses origines, ses principaux animateurs et sa philosophie profonde.

2.1. Approche théorique

Depuis la fin de la conférence nationale souveraine, le religieux s'affirme dans la sphère politique en République du Congo comme une donnée incontournable. La perte de confiance des politiques auprès des gouvernés, due au fait qu'ils

n'arrivent pas à répondre à leurs préoccupations et, leur attitude à faire du pouvoir un bien de la famille creuse davantage cet écart. Les entrepreneurs politiques se cherchent donc d'autres pistes de mobilisation qui permettent de mieux convaincre. L'église est la première à être sollicitée pour rassurer cet électorat qui se confie, après tous les désespoirs à Dieu. Les acteurs politiques développent, à son endroit, des actes de bienveillance donnant la pleine mesure de ce que toute autorité vient de Dieu. Mais cette piste, bien que porteuse, ne convainc pas toujours dans la mesure où l'action, au niveau des églises, ne répond à aucune contrainte psychologique dont la violence mystique reste le soubassement. Au niveau de l'église, la repentance reste et demeure la règle qui peut aider à se rapprocher de Dieu. Mais, les chrétiens ne sont pas toujours mobilisables à souhait pour contribuer au succès de tel ou tel candidat au cours des élections. Dans cette optique, les acteurs politiques ayant, à ce niveau, rassuré de la reconnaissance de Dieu pour mobiliser quelques chrétiens peu lucides, se tournent vers des structures organisées sur lesquelles pèse la peur de mourir par ce que la sorcellerie est présente toujours proférée comme une épée de Damoclès. C'est là, où les traditions et coutumes sont convoquées dans le jeu politique. Dans les structures qui les composent, la contrainte psychologique fondée sur la violence de la sorcellerie est la règle. Le sacré devient donc le principe premier et le référentiel de toute action politique. C'est ici où *otote* s'affirme dans toute sa force et s'inscrit, au regard de son organisation et de son influence, comme l'expression même de la modernité politique dans un univers où les acteurs politiques n'ont plus que la légalité sans avoir réellement la légitimité. Une légalité qu'ils se sont octroyés avec l'appui et le concours des notabilités traditionnelles dont l'influence supposée mystique pèse sur la conscience collective et pour laquelle personne n'ose affronter. Alors que toutes les élections depuis 2002 ont été presque contestées, avec les acteurs qui, pour le grand nombre, se sont imposés par la volonté du pouvoir, sans réelle légitimité. Le pouvoir est obligé donc de négocier cette légitimité, en faisant recours au pouvoir traditionnel incarné par *otote*. La sollicitation de cette structure traditionnelle dans le champ du pouvoir politique moderne, avec l'implication de l'appui des notabilités dans le destin politique du pays est la preuve que les acteurs politiques font la part belle au sacré dans la politique. Le pouvoir devient ainsi quelque chose qui est mise à part et dont l'accès exige la maîtrise de ce qui est difficile à cerner par le commun des mortels. C'est dans ce sens que Ryos Tsoun, parlant des élections à Ngo, dans le département des Plateaux, met en exergue l'influence mystique du candidat Célestin Gongarad Nkoua qui, pourtant rejeté par ses frères, a usé de son influence mystique pour convaincre et gagner à nouveau le siège [3]. Il distribuait des sommes d'argent en leur disant en téké "Adza ayèle". Une traduction littérale pour faire simple : Mangez et sachez. Une manière de dire « malheur à celui qui mange mon argent et ne vote pas pour moi. » Une forme de violence psychologique dans un monde où la croyance et la foi au mystique sont ancrées dans l'imaginaire collectif comme des acquis et des valeurs à respecter. Ce doyen, journaliste et ancien ministre aurait prédit la chute du président Denis Sassou Nguesso alors que tous les indicateurs, au plan national et international, en ce temps prévoyaient cette chute. En se servant de ces indicateurs prévisibles, il a prononcé cette dérive et s'est imposé dans son univers comme un prophète sachant bien que dans cette société la superstition est de grande importance pour qu'il s'en serve au temps des élections pour mobiliser. En pays téké, le Ndjobi, une autre structure traditionnelle de ces peuples est souvent sollicitée et mise à contribution pour faire fléchir les populations dans leur attitude vis-à-vis des autorités et de la gestion du pouvoir. Claude Richard MBISSAA fait remarquer que le Djobi est présenté comme alternative crédible pour contraindre les habitants des villages du District de Kellé à exécuter les travaux d'intérêt public [4].

2.2. *Otote* : Approche de définition, organisation, fonctionnement et philosophie

Il ne nous paraît pas facile de définir *Otote*, encore moins nous fixer sur son origine et son fondateur. Il semble que c'est le besoin d'organisation de la société qui a commandé à la création de cette institution. Et, ce besoin s'est exprimé partout où les hommes ont pris conscience de cette nécessité. La hiérarchisation de la structure est apparue bien après pour matérialiser la notion de responsabilité et de sanction. Obéla Itoua l'Ondéndé du village Diki à Manga dans le district d'Owando nous a expliqué l'origine de cette institution sous la forme d'une légende : Il y'aurait un paralytique dans un village qui était moins considéré et pour qui personne, même ses proches, ne prêtait attention. Il vivait, difficilement, puisque son état ne lui permettait pas de travailler comme les autres afin de subvenir à ses besoins. Et, comme le village se vidait chaque jour le matin, les hommes « valides » allant vaquer à leurs occupations en forêt, il a imaginé un scénario qui a fait qu'avec le concours de certains passants, il a déstabilisé certains édifices et symboles du village. De retour des champs, les soit disant hommes valides avaient besoin des informations sur ce qui s'était passé au village. Et, il se trouvait que lui seul, pouvait être en mesure de donner des précisions sur ce qui s'était passé au village. Il a donc été sollicité, à cet effet, par les premiers venus. Il leur demanda de lui apporter une partie du produit de leur travail comme condition préalable pour son témoignage. Ce qui fut rapidement fait. Il demande que ce produit soit immédiatement rendu disponible à la consommation. Il a exigé que son témoignage se fasse en retrait du village sans que les femmes en soient présentes. Il a commencé son témoignage par une remarque qui permet de comprendre l'utilité de tous les hommes. Il déballa à la fin sa stratégie. Les autres ont vite compris qu'il fallait désormais considérer tout le monde sans distinction. Ceux qui sont venus après devaient rejoindre les autres au sanctuaire en apportant les présents pour nourrir tous ceux qui se sont retrouvés pour la circonstance. *Otote* serait né dans ces circonstances.

Quand à sa définition, la première approche, celle qui est la plus répandue dans l'espace "mbosi", en général et, "koyo", en particulier, est celle qui fait d'*otote* la judicature des peuples "mbosi", la justice de nos pères comme le dit si bien [5]. Mais cette définition, bien que répandue, ne nous paraît pas traduire, au fond, le sens profond de cette institution. Très

souvent, elle est perçue, au regard de son utilisation aux besoins les plus visibles pour lesquels, ses services sont sollicités. Par exemple, elle est souvent sollicitée quand il s'agit des questions de mariage, de décès et aussi souvent de succession. Ces aspects, pour lesquels *otote* est convoqué, renvoient souvent à la justice, dans le sens de règlement et non avec vocation de sanctionner. Entant qu'institution structurée et organisée, *otote* gère toutes les sphères de la vie en société. Tous les acteurs sociaux qu'ils soient initiés ou non sont concernés par les prescrits de cette institution. C'est dans ce sens que la définition proposée par Nicolas Oboba parlant de l'espace "*koyo*" nous paraît la plus proche de la réalité de cette institution. Pour lui, "*otwere*" apparaît comme acteur dans l'organisation de cette société, le régulateur de la vie, l'organisme qui secrète l'expression et garantit l'ordre dans la société. Cette définition ne fait apparaître la notion de justice que de manière déguisée. C'est, pourrait-on dire, que cette institution ne fait appel à la justice, au fond, que par ce qu'il n'est pas possible de vivre dans une société sans justice. Mais, en réalité, la justice semble ne pas être le but de cette institution. Elle n'est qu'un aspect qui concourt à rendre efficace cette institution dans son rôle dans la société. Elle est même, dans une certaine mesure imprécise dans la mesure où l'institution n'est pas clairement définie.

Au cours de nos travaux académiques portant sur les rapports de cette institution et la politique, nous avons estimé qu'*otote* est une école de socialisation en pays *mbosi* en général et *koyo/ Akwa* en particulier. Son éducation est constituée d'un ensemble d'enseignements structurés et organisés en thèmes pratiques, simulés aux réalités de la vie courante. *Otote* ne se résume pas en une chose qu'on pourrait domestiquer et pour laquelle, un individu ou un groupe, voire une famille ou un clan peut prétendre en avoir la maîtrise totale. Elle est une philosophie qui fixe, dans le cadre de la dynamique du groupe, des grandes orientations sur lesquelles la réflexion doit s'appuyer en permanence pour faire avancer le groupe ou la communauté. Elle est donc à la fois, fermeture par ce qu'elle veille au respect des traditions, coutumes et ouverture car, elle adapte ses principes à l'évolution du monde moderne sans réellement altérer son identité profonde. Elle privilégie la vérité et se repose sur le courage et la détermination de la défendre et l'affirmer pour éviter qu'un individu, *kani* ou *mwene* soit-il, où un groupe d'individus puissent domestiquer la vérité et s'en servir à leurs fins. Elle est, essentiellement, orientée vers des hommes, par ce qu'on les estime comme les plus à même de diriger. Les femmes ne sont pas concernées même si, dans la pratique parfois elles ont certains privilèges reconnus aux *totes*.

Cette institution est structurée de telle sorte que son autorité ne souffre d'aucune contestation. Le *kani* ou *mwene* en est l'autorité morale. Gardien des traditions, le *kani* ou *mwene* veille à ce que les fondamentaux de cette institution ne soient pas violés et remis en question. Mais, le vrai chef de cette institution est *obéla*. C'est, en fait le porte parole du groupe ; le modérateur. Il est choisi selon les critères fixés par la communauté dont la vérité, et le courage de l'affirmer et le défendre, le respect des droits humains sont et demeurent des normes. *Obéla* est le confident du *kani* et celui-ci en choisit un, le jour de son intronisation, pour parler en son nom et sous son autorisation. Au début, *obéla* était choisi parmi les personnes les plus éclairées de la société, dont la verve oratoire, le sens des responsabilités et de la logique, mais aussi, le goût de la vérité ne souffraient d'aucune contestation. *Obéla* ne devait dire que le droit et ne pouvait être partisan même si dans l'affaire en débat il avait quelqu'un avec lequel, au plan individuel, il pouvait avoir des antécédents.

A côté d'*obéla*, il y'a *opémbet*. Il joue le rôle d'émissaire dans cette institution *otote*, mais aussi l'assesseur d'*Obéla*. Il installe la natte au *kandza* lors du règlement des palabres et rappelle à l'ordre *obéla*, sur le respect des prescrits de l'institution, en cas de dérapage, en pleine séance.

Le *mwandzo* ou balai reste le symbole par excellence de cette institution. Le *kandza* est le siège permanent de cette institution dans l'intervalle des sessions. Il est un cadre architectural bien construit, une permanence qui permet aux jeunes garçons de se former sur les fondamentaux de la vie et la gestion de la société auprès des vieux. Les femmes n'y ont pas accès de manière permanente. Elles viennent, pour répondre à un besoin particulier, à l'appel d'un des hommes. Au cours du règlement des palabres, elles y restent aux abords, assises sur des sièges de fortune, juste pour suivre la procédure et la délibération sur l'affaire en examen.

Cette institution gère toutes les sphères de la vie. Elle est beaucoup plus remarquable sur les questions de mariage, de maladie et de la mort.

Otote est structuré en modules : Le premier est *okosso* qui fixe le postulant sur les fondamentaux de la vie en général, sans réelles précisions sur ses aspects importants. C'est l'étape qui consacre les premiers pas dans l'initiation avec pour fondement essentiel, le respect des anciens et de la hiérarchie sociale.

Le deuxième, dénommé *ontsongo* représente, à travers des images et symboles, les fondamentaux de la vie en société, le rapport de l'homme à la nature, avec les hommes et l'au-delà. L'essentiel de ce module instruit l'homme sur la nécessité de vivre en communauté et l'intérêt de préserver la dynamique du groupe quel que soit les divergences.

Le troisième et dernier module est *miandzo kama*. Ce qui peut se traduire en français par cent balais. Ce qui symbolise la plénitude dans l'instruction. On suppose qu'un initié de cette trompe devrait être en mesure d'avoir la maîtrise et la capacité de surmonter toutes les situations qui peuvent se présenter à lui, en les questionnant, fondamentalement, et en tentant de trouver, les meilleures approches possibles de solution. Cette étape est la suite logique des deux autres. Elle met un accent particulier sur la justice sociale et la reconnaissance de Dieu comme maître incontesté de l'univers et de la

création. L'initié, à ce stade, doit privilégier la vérité, le courage de l'exprimer et l'affirmer, sans atermoiements. Il doit aussi veiller au respect de la dignité humaine pour avoir appris et compris que l'homme est la seule créature qui soit proche de Dieu de par son image et sa ressemblance.

Ces enseignements sont dispensés par un professeur attiré appelé *omanguï*. Il est assisté par certains collaborateurs dont la mission est de prendre en charge certains enseignements spécifiques pour lesquels *omanguï* n'a qu'une connaissance sommaire.

Cette institution a pour autorité morale le *kani* ou *mwene*. Elle gère la vie dans toute sa complexité et aucun domaine n'en échappe.

Ses séances sont convoquées, chaque fois qu'un membre de la communauté exprime le besoin de se faire initier. Et, pour y arriver, une procédure est observée et certaines conditions exigées.

La philosophie profonde de cette institution est la préservation des intérêts du groupe et la sauvegarde de sa dynamique. Elle préserve la vérité, le respect des principes, consensuelle ment, adoptés au *kandza* devant l'assemblée réunie pour la circonstance. Le *kani* ou *mwene* aussi puissant soit-il, ne peut imposer son diktat à l'ensemble de la structure. Son approche est forcément celle souhaitée par l'ensemble dont il préserve et garantit les intérêts en vertu du principe sacrosaint selon lequel : *okani a gnossi boundou tsa, a moto, boundou bato*. Une traduction simple pour dire le pouvoir de l'oiseau est tenu par les plumes, celui de l'homme par les hommes.

2.3. Les notabilités et chefferies traditionnelles comme prolongement du pouvoir politique moderne.

Les entrepreneurs politiques au pouvoir en République du Congo ont réussi après la conférence nationale souveraine à phagocyté le système politique moderne en donnant toute la force, dans le jeu politique aux notabilités et chefferies traditionnelles. Ces personnalités qui, jadis, avaient un pouvoir limité à la gestion des questions traditionnelles inhérentes aux hommes vivant sur l'influence de leur zone de commandement ont vu leur pouvoir dépasser ce cadre et, devenir presque un appendice du pouvoir politique moderne.

Comme à l'époque coloniale, les chefs de village ont des primes qui leur sont versées à la fin de chaque année et, contrairement à la logique traditionnelle, ils sont nommés par arrêté du préfet du département sur proposition du sous-préfet. Une façon, non seulement de les avoir à leur solde, mais aussi de les rendre responsables et comptables vis-à-vis du pouvoir politique qui les a consacrés. Les royautés ont été presque réhabilitées alors que le caractère républicain devrait simplement permettre de constater leur déchéance. Les Rois de Loango et des tékés ainsi que le souverain de Mbaya dans le département des plateaux jouissent à l'égard du pouvoir, des privilèges exceptionnels dus, semble-t-il, à leur rang. Ils sont, souvent, consultés par le président de la république lorsqu'il est question de résoudre certaines préoccupations qui entament, de par leur complexité, la vie de la Nation. Et, ceci de manière publique. Ils agissent, de fait, comme des collaborateurs, mieux des conseillers du président de la république. Le 28 novembre 2016 la chaîne de télévision nationale congolaise a diffusé au journal de 20 heures un entretien entre le président de la république du Congo Denis Sassou Nguesso et les rois des tékés, de Loango et le souverain de Mbaya, dans le département des Plateaux leur demandant de l'aider à faire plier le pasteur Ntoumi entré en rébellion contre son régime. Cette main tendue stratégique traduit à la fois la détermination des autorités politiques à prendre en compte dans leur gouvernance les autorités traditionnelles, mais aussi une approche vers la traditionnalisation du pouvoir en sollicitant de ces hommes censés avoir un pouvoir mystique, leur appui pour tenter de résoudre des questions dont les seuls rapports de force ne peuvent le faire. C'est dans ce sens que les chefferies traditionnelles ont été réhabilitées pour répondre comme le traduit si bien le professeur Jean Pierre Missié *aux calculs politiques dans le but, d'une part de les utiliser comme des rabatteurs ethniques lors des campagnes électorales, d'autre part, d'espérer bénéficier de leur maîtrise supposée des forces invisibles pour s'en servir aux fins de demeurer au pouvoir ou d'en conquérir*. Le pouvoir dans la logique africaine intègre beaucoup de paramètres qui font que ces détenteurs ou ceux qui tiennent à en acquérir se voient obliger d'être en contact avec des milieux influents dont la plupart relève de l'ordre de l'invisible pour asseoir l'autorité du pouvoir.

A Manga, contrée dans laquelle, nous avons fait des recherches, l'instrumentalisation de certains notables érigés en chefs de village pour servir d'appendice aux hommes au pouvoir est manifeste et remarquable. La réalisation de la piste agricole, permettant le désenclavement de cette zone, œuvre régaliennne pourtant, a été attribuée par les autorités traditionnelles à un ancien député, ministre à l'époque. Et, il pèse toujours, sur cette zone, cette espèce d'épée, qui rappelle à chaque élection à ces populations, le risque de leur tourner le dos si jamais elles portent leurs suffrages sur des acteurs autres que ceux du pouvoir. Les notables deviennent donc au service des politiques et travaillent pour pérenniser le pouvoir et justifier des sommes qu'ils reçoivent en fin d'année. C'est cette volonté de contrôle de tous les acteurs traditionnels qui amène les acteurs au pouvoir à avoir un regard particulier sur des questions de succession des notables et des rois [5]. A la mort du roi téké, note le professeur Jean Pierre Missié, les cadres d'ethnie téké proches du pouvoir se sont divisés sur la question de succession. Certains, ont tenu même à proposer un roi qui, selon les règles traditionnelles, ne peut être éligible. A Owando, chef-lieu du département de la Cuvette, la mort de Bavon Engoulou, notable de cette localité a créé des vives tensions dans sa famille au sujet de sa succession entre ses enfants et neveux. Chaque camp se réclamant dépositaire de ce pouvoir et, donc disposé à porter, au sommet son représentant pour en

assumer les charges, sans que les traditions et coutumes liées à cette charge ne soient réellement convoquées et visitées à ce propos. A la fin, chaque branche a investi son *kani*, avec un appui voilé des politiques dont l'intérêt est de contribuer à la fragilisation de cette autorité traditionnelle d'une localité aussi sensible que celle qui a eu dans l'histoire politique du Congo à donner à ce pays deux chefs de l'Etat : Marien Ngouabi de 1968 à 1977 et Jacques Joachim Yhombi Opango de 1977 à 1979.

2.4. Otote comme levier du pouvoir politique et acteur majeur au cours des échéances électorales.

Le dictionnaire Larousse illustré donne du levier, la définition suivante : *Barre rigide pouvant tourner autour d'un point fixe*. Il est clair depuis un certain temps que cette institution traditionnelle des peuples *Mbosi* joue cette barre qui est rigide autour du pouvoir politique. Une barre qui ne se plie et ne se rompt pour protéger le pouvoir de ceux qui veulent l'acquérir [6]. Par ce que dans cette nouvelle configuration, les notables et sages se retrouvent, à tout instant, par les privilèges qui leur sont reconnus et, œuvrent aux côtés du pouvoir pour maintenir ces avantages plutôt que de le laisser s'effriter. *Otote* devient dans ces conditions l'épicentre de l'action politique dans un univers où depuis 2002, les élections ont presque toujours été contestées, la légitimité des élus mise à mal devant des formations politiques elles aussi devenues peu confortables dans leur relation avec des militants. IL faut donc faire appel ou solliciter d'autres structures dont la représentation dans la conscience collective fait peur et contraint les populations à aller voter à l'appel de leur autorité morale. *Otote*, dans les zones où elle est reconnue comme pouvoir, est beaucoup sollicitée et mise à contribution lors des élections à tous les niveaux. A Manga nous a-t-on appris par nos informateurs, au cours des élections, les autorités traditionnelles font intervenir cette institution pour faire plier les populations au choix du candidat qu'elles estiment être à même de porter leurs préoccupations à l'hémicycle. Le *Mwandzo* qui est le symbole, par excellence de cette institution, est placé au milieu de chaque village, accroché à un bois planté dans la cour pour rappeler à tous la gravité de la question électorale. L'élection devient donc une préoccupation vitale à laquelle *Otote* est obligée d'intervenir pour tenter d'en résoudre avec efficacité. La liberté de choix qui est un élément majeur en démocratie est donc biaisée et ne permet pas aux votants de faire un choix libre, orienté vers le candidat qu'ils estiment, capable de porter leurs préoccupations à la chambre des représentants. Ces attitudes sont dictées par la peur que ces institutions véhiculent dans l'imaginaire collectif au regard de ce que ceux qui ont jadis désobéi à ses prescriptions ont du subir. A Diki, un village de Manga, dans le district d'Owando, bien avant les indépendances, un certain Ngoka David, habitant actuellement à Kiambi aurait été frappé pour avoir désobéi aux principes de cette institution. Les faits étaient simples : Une situation s'était produite dans son village Diki, pour laquelle, les notables de toute la zone auraient été convoqués pour la résoudre. A la fin des pourparlers, comme à l'usage, un cabri aurait été offert pour les notables. Ngoka David s'est chargé de s'occuper du partage. Ce qui fut fait sans qu'il ne prenne en compte des prescrits de cette institution dans des circonstances pareilles. Au vu du paquet de chacun, les notables se sont rendus compte que les parties de la bête qui leurs sont consacrées et reconnues par la tradition ne se retrouve pas dans la part qui leur revient. Après concertation, ils ont résolu d'interpeller le jeune homme pour des explications. Celui-ci en arrivant, profère des menaces voilées aux notables. Sans que ces derniers n'aient à réagir, le jeune homme tombe et se retrouve aussitôt dans une situation grave avec une mousse dans la bouche caractéristique d'un état comateux. Informé de la situation, son frère aîné Ossalé décide de mener la guerre aux notables qu'il a du mal à retrouver dans ce petit village. Furieux, il décide de se rendre à Fort Rousset, saisir l'autorité coloniale. Sans succès car il semblerait qu'après quelques distances considérables prises avec le village, il s'y retrouverait toujours sans réellement avancer. Dans ces tracasseries et les pleurs au chevet de son frère cadet, on lui propose de payer une amende et d'acheter un nouveau cabri pour les notables. Dès qu'il s'est exécuté, son frère sans qu'il ne soit traité s'est retrouvé. Les notables sont du coup redevenus visibles attendant leur nouveau paquet avec des parties qui semblent leur revenir de droit. Ces épopées de la vie, vécues et traduites aux générations futures sont des indicateurs qui font que ces institutions soient respectées et vénérées et, que tout ce qu'elles exigent est respecté et réalisé au risque de faire subir aux contrevenants des sanctions exemplaires. C'est donc la violence sorcellaire qui sous-tend les actions de ces institutions traditionnelles et leur intériorisation dans la conscience collective comme des valeurs à respecter. La sorcellerie, dans ces sociétés, fonctionne comme une donnée incontournable pour réorienter des comportements et, imposer une façon d'agir pour le groupe. Son action est rendue possible par la peur de la mort et la responsabilité de créer au sein de la communauté, un contentieux dont la postérité aura du mal à solder.

3. CONCLUSION

Notre objectif, à travers cette étude, était de tenter de démontrer que les traditions et coutumes congolaises s'invitent plus que par le passé, de plus en plus, dans le champ politique Congolais. Cette invite s'est matérialisée depuis l'avènement de l'ère démocratique qui a consacré la démocratie comme système de gouvernement. Les formations politiques qui ont vocation à œuvrer pour la conquête du pouvoir semblent s'essouffler et laissent la place à d'autres solidarités plus dynamiques et opérationnelles. *Otote*, pourtant émanation du pouvoir traditionnel chez les *Mbosi* de la République du Congo, au regard de son influence dans la conscience collective de ces peuples, devient un levier du pouvoir politique et un acteur majeur au cours des élections politiques. Les *kanis* qui sont des acteurs principaux de cette institution s'impliquent, pleinement au cours des élections, pour permettre à ceux qui sont au pouvoir de pérenniser leur action. Ces actions autour de cette institution sont coordonnées et organisées de telle sorte que tous les acteurs de la

société y accordent leur intérêt. Elles sont sous-tendues par la violence sorcellaire qui, dans ce genre de société reste une arme de persuasion pour avoir fait des preuves. Cette nouvelle approche dans le champ du pouvoir politique en Afrique pose, en réalité, la question du caractère mystique du pouvoir. C'est ce qui semble être reconnu par Adler quand il rappelle que le pouvoir en Afrique intègre beaucoup de paramètres dont la compréhension n'est pas toujours de l'ordre du visible et du possible.

REFERENCES

- 1- Mitterrand, François. Discours 1981- 1995, Paris, Europolis, 1995
- 2- Tonda, Joseph. Les églises de réveil et l'imaginaire sorcellaire, Paris, l'harmattan, 2005
- 3- MISSIE, Jean Pierre. Stratégies électorales et recompositions politiques au Congo, Brazzaville, la saison des pluies, n°6, juillet, 2007
- 4- MBISSA, Claude-Richard. Le djabi au Congo et au Gabon : Histoire et fonction sociale, l'Harmattan-Congo, 2013
- 5- Gassongo, Benoit. Otwere, la judicature des Mbochis, Brazzaville, les lianes, 1979
- 6- MISSIE, Jean Pierre. La guerre de succession des Makoko : Un enjeu politique majeur, Dakar, Codesria, n°9, 2008

Citer cet article: Elenga Hygin Bellarmin , Itoua Okemba Jean, Fernandes Balou Gabin, Moulongo Jean Georges André, et Ndeko Gertrude. OTOTE COMME EXPRESSION DE LA MODERNITE POLITIQUE AU CONGO. *American Journal of Innovative Research and Applied Sciences*. 2018; 7(1): 74-80.

This is an Open Access article distributed in accordance with the Creative Commons Attribution Non Commercial (CC BY-NC 4.0) license, which permits others to distribute, remix, adapt, build upon this work non-commercially, and license their derivative works on different terms, provided the original work is properly cited and the use is non-commercial. See: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>